

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI

21^e ÉDITION 2018
FESTIVAL D'ESSAOUIRA
Gnaoua
Musiques du Monde



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
الجمعية المغربية لحقوق الإنسان
Conseil national des droits de l'Homme

Organisé en partenariat avec
le Conseil national des droits de l'Homme




FORUM
L'IMPÉRATIF
D'ÉGALITÉ
FESTIVAL-GNAOUA.NET



المنتدى الوطني للموسيقى
FESTIVAL D'ESSAOUIRA



#gnaoulive
festival-gnaoua.net

#GNAOUA21   



FORUM DES DROITS DE L'HOMME L'IMPÉRATIF D'ÉGALITÉ

À l'occasion de sa **21^{ème} édition**, le Festival Gnaoua et Musiques du Monde d'Essaouira et le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) organisent, pour la septième année consécutive, le Forum des droits de l'Homme durant les matinées du **22 et 23 juin 2018**.

Depuis 2012, ce forum est un espace de débat et d'échanges entre des intervenants nationaux et internationaux sur des problématiques actuelles de nos sociétés. Après deux premières éditions consacrées successivement à la jeunesse et à la culture, l'Afrique a constitué trois ans durant la thématique centrale du forum (histoire, femmes et diasporas africaines). L'édition de 2017 était consacrée aux liens entre digital et culture et cette septième édition est consacrée à l'égalité et la parité.

Questions transversales par excellence, l'égalité, la non-discrimination et la parité ont fait l'objet de débats passionnés ces dernières années. Pour sa part, le CNDH y a consacré plusieurs avis, rapports et activités en accompagnement du chantier de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives aux droits des femmes.

En effet, depuis l'adoption de la constitution de 2011, qui a consacré l'égalité et la lutte contre les discriminations à l'égard des femmes, plusieurs lois ont été adoptées : loi n° 79-14 portant création de l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination (APALD), loi n° 103-13 relative à la lutte contre les violences faites à l'égard des femmes, loi n° 78-14 qui a établi le Conseil consultatif de la famille et de l'enfance (CCFE) et la loi n° 66-16 modifiant et complétant la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle, qui consacre la promotion de la culture de l'égalité entre les sexes et la lutte contre la discrimination basée sur le sexe. Par ailleurs, et en réponse aux mobilisations du mouvement des droits des femmes, les lois organiques relatives au Parlement et aux collectivités territoriales ont permis de hisser la représentation des femmes dans les instances élues au niveau national et territorial¹.

¹ La loi organique relative à la Chambre des représentants a permis de renforcer la représentativité féminine (élevée à 81 sièges soit 21% du nombre total des membres de la Chambre actuelle) et la loi organique relative à la Chambre des conseillers stipule qu'« aucune liste de candidature ne doit comporter deux noms successifs de deux candidats de même sexe ». Lors des élections de 2015, les lois sur les collectivités territoriales ont permis d'améliorer la présence des femmes dans les conseils communaux (actuellement de 21,6%) et régionaux (37%).

Toutefois, les avancées réelles enregistrées dans l'ordre juridique interne ne se traduisent malheureusement pas dans le quotidien des femmes, notamment les plus vulnérables à la pauvreté et à l'exclusion. Dans un rapport intitulé *L'état de l'égalité et de la parité au Maroc* publié en 2015, le CNDH avait rappelé ces avancées, mais avait noté une « *évaporation progressive des promesses constitutionnelles* » et la persistance de nombreuses discriminations légales et de fait. Le CNDH avait notamment mis en exergue le retard dans l'installation des deux instances constitutionnelles ayant pour objectif de contribuer à l'effectivité des dispositions relatives à l'égalité de genre et à la parité dans tous les domaines (l'APALD et le CCFE).

En plus des écarts entre hommes et femmes dans l'accès à l'emploi et aux activités socio-économiques, de l'importante prévalence des violences subies par les femmes dans l'espace privé et public, du droit des femmes à mettre fin à une grossesse non désirée, de la liberté vestimentaire et du mariage des mineures, etc., des débats passionnés ont marqué l'actualité des dernières semaines. Considérée, dans un passé récent, comme tabou, la revendication de l'égalité successorale dans le cadre d'une refonte globale et profonde du Code de la famille et en conformité avec la constitution et les engagements internationaux du Maroc, État partie à la CEDAW², fait désormais partie du débat public.

L'occurrence actuelle de ces débats, à la fois inédits et féconds, reflète les mutations profondes de la société marocaine dont, parmi les plus significatives, la baisse de la fécondité et son corollaire, la diminution de la taille des ménages, la prédominance de la famille nucléaire, l'important recul de l'âge au premier mariage et l'accès quasi paritaire des filles à l'éducation, notamment en milieu urbain.

Mais ces débats sont également l'expression des injustices et discriminations criantes persistantes à la fois dans l'ordre juridique et dans les choix opérés par des politiques publiques aveugles à la dimension genre et encore fortement imprégnées du paradigme « Monsieur gagne-pain et madame au foyer ».

Ce sont ces enjeux et défis que le forum des droits de l'Homme qui se tient en marge de la 21^{ème} édition du Festival Gnaoua et Musiques du Monde d'Essaouira, se propose de débattre en y consacrant plusieurs moments déclinés en quatre grandes questions.

² Le Maroc a ratifié la CEDAW en 1993 et retiré ses réserves à propos, notamment, de l'article 9 et 16 en 2017.

1. EGALITÉ, DISCRIMINATIONS, PARITÉ : LES NOTIONS, LES CONSÉQUENCES

Lors des débats qui ont précédé et suivi l'adoption de la constitution, la référence de plusieurs acteurs publics gouvernementaux et non gouvernementaux, et parfois même dans des travaux académiques, aux notions de discrimination, d'égalité et parité est marquée du sceau de la confusion conceptuelle et de l'ambivalence. Or, la question n'est pas anodine. Il ne s'agit pas d'une rhétorique académique ou théorique mais d'enjeux importants car chacune de ces notions a des implications et des prolongements dans l'ordre juridique national et dans les politiques publiques.

2. DES AVANCÉES INCONTESTABLES, DES DISCRIMINATIONS PERSISTANTES

Malgré la présence accrue des femmes dans les différents espaces, et malgré les acquis en termes de droits constitutionnels, elles sont loin de bénéficier des mêmes droits que les hommes.

3. DES SOCIÉTÉS EN MOUVEMENT : INITIATIVES EN FAVEUR DES DROITS DES FEMMES.

Des mutations sont en cours, la morphologie sociétale ne cesse de changer mais le statut des femmes reste sclérosé. Exemples de bonnes pratiques ...

4. LES VOIES DE LA RÉFORME

Ce panel discutera des fondements et approches qui devraient présider à l'élaboration des politiques publiques au niveau normatif, institutionnel et opérationnel dans le domaine de la lutte contre les discriminations et de la promotion de la parité entre les hommes et les femmes.

Avec le soutien de





**ÉDITORIAL DE
DRISS EL YAZAMI
PRÉSIDENT DU CONSEIL
NATIONAL DES DROITS
DE L'HOMME (CNDH)**

UNE ALLIANCE À VENIR

Malgré des blocages et des résistances de toutes sortes, la problématique de l'égalité est devenue ces dernières années incontournable et constitue, aux côtés de l'abolition de la peine de mort ou de la liberté de conscience, une des composantes principales du débat public au Maroc.

Plusieurs initiatives et controverses ont conféré à cette question une intensité de plus en plus marquée : l'initiative royale de demander au CNDH et aux ministères des Affaires islamiques et de la Justice, chacun dans son domaine, un avis sur l'interruption volontaire de grossesse, le rapport du CNDH recommandant en 2015 l'égalité successorale¹, l'adoption, conformément à la constitution de 2011, de plusieurs lois comme le rappelle l'argumentaire de ce forum, l'appel pour l'abrogation de la règle successorale du *ta'sib*², la pétition des associations de défense des droits des femmes « pour une révision globale et profonde du Code de la famille » et enfin, la démission de Mme Asma Lamrabet et le large écho qu'elle a suscité. La création en Tunisie au mois d'août 2017 par le président Beji Caïd Essebsi d'une « commission des libertés individuelles et de l'égalité » chargée de faire des propositions en la matière démontre, s'il en était encore besoin, qu'il s'agit bien d'un débat qui agite les pays du Maghreb et au delà, et qu'on ne peut réduire cette revendication à une lubie de militant-e-s « droits de l'homme » coupé-e-s des réalités³. C'est d'une réforme fondamentale qu'il s'agit, une exigence que « *le nouveau contexte socio-économique et les impératifs de développement humain et de modernisation des sociétés* » appellent (M.S. Janjar, 2018).

Ce débat est bienvenu en dépit de la tonalité polémique qu'il peut prendre à certains moments. Non seulement parce que ce genre de délibération publique renforce le processus de consolidation démocratique, mais aussi parce qu'il révèle de profondes dynamiques sociales à l'œuvre, en dépit des blocages et des régressions apparentes. Il montre notamment qu'au delà des seules associations féministes et à leurs côtés, de larges pans de la société sont d'ores et déjà acquis au principe de l'égalité et agissent de diverses manières pour le rappeler et le faire vivre. Une large alliance pour la réforme est à la vérité en train de se cristalliser, encore balbutiante et peu sûre d'elle, voire inconsciente de ce qu'elle est et de ce qu'elle peut constituer dans le futur. Mais elle est là, même si c'est encore en pointillés.

Cette alliance pour l'égalité reflète les mutations profondes de la société (transition démographique, progrès, malgré les discriminations, de la scolarisation des jeunes fillettes et filles, entrée des femmes sur le marché du travail, etc.). Elle se manifeste au sein de la société civile, sur le plan académique, dans le monde de l'entreprise et au niveau de la création culturelle. Il est remarquable par exemple de voir que d'une manière ou d'une autre, les rapports entre hommes et femmes et les « crises » du couple et de la famille imprègnent pratiquement tout le cinéma marocain.

En accueillant ce débat, le festival Gnaoua élargit cette alliance et réaffirme encore une fois son originalité, brassant les générations, les nationalités et les couches sociales dans un même élan humaniste et généreux, où l'amour d'une musique, de la musique, contribue, aussi, à esquisser un avenir commun.

¹ Cette exigence de justice a été soutenue par la publication de quelques ouvrages dont le livre collectif *L'héritage des femmes*, coordonné par Siham Bencheikroun (Empreintes Edition, Casablanca, avril 2017) *Les hommes défendent l'égalité en héritage*, coordonné par Hakima Lebbar (Galerie Fan-Dok Editions, Rabat, mars 2017). Signalons aussi un nouveau dossier dans le numéro du mois d'avril 2018 de *Prologues*, la revue animée par Mohamed Sghir Janjar (prologues.medias24.com).

² https://secure.avaaz.org/fr/petition/Appel_Pour_labrogation_de_lheritage_par_tasib_au_Maroc/

³ Le rapport de cette mission, publié le 1^{er} juin 2018, est consultable sur www.colibe.org

LES INTERVENANTS

Rouba Arja, Liban

Chargée d'affaires senior, Centre pour les Femmes de l'ESCWA

Bohra Bel Haj Hmida, Tunisie

Députée

Rkia Bellot, Maroc

Mouvement des femmes soulaliyates

Mohammed Ali Benmakhlouf, France

Philosophe

Malika Benradi, Maroc

Universitaire

Mbarka Bouaïda, Maroc

Secrétaire d'Etat chargée de la Pêche maritime

Khadija Cherif, Tunisie

Sociologue, Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD)

Fatoumata Diawara, Mali

Artiste

Myriam El Khomri, France

Ancienne ministre et conseillère de Paris

Geneviève Fraisse, France

Philosophe et historienne, Ex-déléguée aux droits des femmes

Mohamed-Sghir Janjar, Maroc

Anthropologue

Hayat Lahbaili, Maroc

Directrice Maroc, MENA Women's Leadership Program, Forum of Federations

Ghita Lahlou, Maroc

Directrice de l'Ecole Centrale de Casablanca

Rabéa Naciri, Maroc

Membre du Conseil consultatif du réseau international Women's Learning Partnership-WLP

Amina Niandou, Niger

Présidente de la section de l'Association des professionnelles africaines de la communication (APAC)

Leila Rhiwi, Maroc

Représentante ONU Femmes Maghreb

LES MODÉRATEURS

Fathia Elaoui, journaliste

Sanaa El Aji, sociologue

Souad El Tayeb, directrice de Monte Carlo Doualyia

Abdellah Tourabi, journaliste

PROGRAMME

Vendredi 22 Juin

9h - Séance d'ouverture

- Mme Neila Tazi, Productrice du Festival Gnaoua et Musiques du Monde d'Essaouira
- M. Driss El Yazami, Président du Conseil national des droits de l'Homme

9h15 à 9h45 - Leçon inaugurale

L'égalité et la parité : garantir l'égalité des droits et l'équité des situations
Par Mme Rabéa Naciri, membre du Conseil consultatif du réseau international *Women's Learning Partnership-WLP*, Maroc

10h - Table ronde 1 : Égalité, discriminations, parité : les notions, les conséquences

Modératrice : Mme Fathia Elaoui, journaliste, Maroc

Intervenants :

1. Mme Bochra Bel Haj Hmida, députée, Tunisie
2. Mme Geneviève Fraisse, philosophe et historienne, ex-déléguée aux droits des femmes, France
3. M. Mohamed Sghir Janjar, anthropologue, Maroc

11h15 à 11h30 – Pause-café

11h30 - Table ronde 2 : Des avancées incontestables, des discriminations persistantes

Modérateur : M. Abdellah Tourabi, journaliste, Maroc

Intervenants :

1. Mme Rouba Arja, chargée d'affaires senior, Centre pour les Femmes de l'ESCWA, Liban
2. Mme Malika Benradi, universitaire, Maroc
3. Mme khadija Cherif, sociologue, Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), Tunisie
4. Mme Fatoumata Diawara, artiste, Mali

Suivez le Forum en live sur la page Facebook du CNDH :
facebook.com/CNDHMaroc.ar

PROGRAMME

Samedi 23 juin

9h30 - Table ronde 3 : **Des sociétés en mouvement :** **initiatives en faveur des droits des femmes**

Modératrice : Mme Souad El Tayeb, directrice, Monte Carlo Doualiya, France

Intervenants :

1. **Mme Rkia Bellot**, Mouvement des femmes soulaliyates, Maroc
2. **Mme Myriam El Khomri**, ancienne ministre et conseillère de Paris, France
3. **Mme Hayat Lahbaili**, directrice Maroc, *MENA Women's Leadership Program*, Forum of Federations
4. **Mme Amina Niandou**, présidente de la section de l'Association des professionnelles africaines de la communication (APAC), Niger

11h15 à 11h30 – Pause-café

11h30 - Table ronde 4 : **Les voies de la réforme**

Modératrice : Mme Sanaa El Aji, sociologue, Maroc

Intervenants :

1. **Mme Mbarka Bouaida**, Secrétaire d'Etat chargée de la Pêche maritime, Maroc
2. **Mme Ghita Lahlou**, directrice de l'Ecole Centrale de Casablanca, Maroc
3. **Mme Leila Rhiwi**, représentante d'ONU Femmes Maghreb, Maroc

12h30 - Synthèse des travaux :

M. Mohammed Ali Benmakhlouf, philosophe, France

Suivez le Forum en live sur la page Facebook du CNDH :
facebook.com/CNDHMaroc.ar

BIOGRAPHIES



Rouba Arja

Titulaire d'un doctorat en gestion de l'Université de Montpellier et d'une maîtrise en économie de l'École nationale supérieure d'agronomie de Montpellier (France), Rouba Arja est responsable au bureau de Beyrouth des affaires sociales au sein du Centre pour les femmes (ECW) de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO). Son travail porte sur les questions de genre et de développement dans la région arabe, y compris l'intégration de l'égalité des sexes dans les politiques et les institutions publiques. Auparavant, elle a été la première responsable des questions de population à la division du développement social de la CESAO et a dirigé la rédaction de rapports et la mise en œuvre de projets sur les politiques de population et d'inclusion sociale. Avant de rejoindre la CESAO, Rouba Arja travaillait comme gestionnaire de programme auprès de la délégation de l'Union européenne au Liban. Elle a également été gestionnaire de programme au PNUD et a collaboré comme consultante avec diverses entités des Nations unies.



Bochra Bel Haj Hmida

Députée tunisienne, ancienne présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) de 1995 à 2001, Bochra Bel Haj Hmida est avocate. Elle est fondatrice de la section tunisienne d'Amnesty International et membre fondateur de l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche sur le développement (AFTURD). Elle est lauréate du prix de la Fondation Anna Lindh en 2014. Bochra Bel Haj Hmida préside la Commission des libertés individuelles et de l'égalité mise en place par décret présidentiel.



Rkia Bellot

Titulaire d'une licence en droit, Rkia Bellot était fonctionnaire au ministère des Finances pendant plus de trente ans. Depuis sa retraite, elle se consacre à la cause des femmes rurales, les femmes des terres collectives dites « *Soulaliyates* », dans le cadre du mouvement revendicatif de leurs droits d'accès à la terre au même titre que les hommes. Elle est la première femme *soulaliya* de la tribu Haddada (Kénitra), qui s'est opposée dès 1993 à l'exclusion des femmes du droit d'usage des terres collectives. Rkia Bellot est aussi membre de l'Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM).



Mohammed Ali Benmakhlouf

Agrégé de philosophie, Mohammed Ali Benmakhlouf est actuellement professeur à l'Université de Paris-Est-Créteil-Val-de-Marne et membre senior de l'Institut universitaire de France. Il est l'auteur de plusieurs livres sur les logiciens Gottlob Frege et Bertrand Russell et sur les philosophes arabes médiévaux Fârâbî et Averroès. Expert auprès de l'UNESCO pour mener le dialogue philosophique entre le monde arabe et le monde asiatique entre 2004 et 2011, il est engagé actuellement dans les débats sur la bioéthique, après avoir été membre du Comité consultatif national d'éthique et du comité d'éthique et de déontologie de l'Institut de recherche pour le développement. Membre de la Société française de philosophie et de l'Institut international de philosophie, M. Benmakhlouf a récemment publié *Pourquoi lire les philosophes arabes* (Albin Michel, 2015) et *La Conversation comme manière de vivre* (Albin Michel, 2016).

BIOGRAPHIES



Malika Benradi

Docteure d'Etat en droit privé, avocate auprès du Barreau de Rabat et professeure émérite à l'Université Mohammed V de Rabat, Malika Benradi a enseigné à l'Institut supérieur de la magistrature, à l'Ecole de gouvernance et d'économie et à l'Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC). Elle a été professeure invitée à l'Université Sorbonne Paris II et à la Faculté des lettres Diderot VII à Paris, ainsi qu'à l'Institut Baker Houston et à la Harvard Law School. Ancienne présidente de l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement – AFRAD (Dakar, 2004-2009), elle préside actuellement son comité scientifique.



Mbarka Bouaida

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts, chargée de la Pêche maritime depuis avril 2017, Mbarka Bouaida a été ministre déléguée auprès du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération de 2013 à 2017. Titulaire d'un MBA de Hull University (Angleterre), d'un Master en communication de l'Université de Toulouse (France) et d'un diplôme de l'Ecole supérieure de gestion de Casablanca, elle est membre du bureau politique du Rassemblement national des indépendants (RNI), et a été élue en 2007 pour la première fois à la Chambre des représentants. Sur le plan international, Mme Bouaida a été nommée «Young Global Leader» du World Economic Forum 2012. Elle est, depuis septembre 2011, vice-présidente du Forum parlementaire international pour la démocratie, et membre du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, de l'Alliance des civilisations des Nations unies et du «Munich Young Leaders» de la Conférence internationale de Munich sur la sécurité.



Khadija Cherif

Diplômée en sociologie, Khadija Cherif est professeure à l'Université de Tunis et à l'Ecole nationale d'architecture et d'urbanisme de Tunis. Elle intègre la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH) dès le début des années 1980, au sein de laquelle elle présidera la commission des femmes, puis occupera le poste de vice-présidente du bureau national de 1985 à 1994. Khadija Cherif est membre-fondateur de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), au sein de laquelle elle coordonne la commission égalité dans l'héritage. Elle est aussi membre de l'Association des femmes tunisienne pour la recherche et le développement (AFTURD), et elle a participé aussi à la création du Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT) en 1998. En 2010, elle est élue Secrétaire générale de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), puis de 2013 à 2016 Secrétaire générale adjointe chargée des droits des femmes. En mars 2011, Khadija Cherif a été nommée membre de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution dans la réforme politique et la transition démocratique.



Fatoumata Diawara

Considérée comme l'une des voix féminines les plus pertinentes de la nouvelle génération artistique africaine, Fatoumata Diawara, d'origine malienne, est chanteuse, compositrice et actrice et vit entre la France, l'Italie et le Mali. Membre depuis son plus jeune âge de la compagnie de danse africaine fondée par son père, elle a débuté sa carrière artistique à Paris comme actrice de théâtre, puis au cinéma. Fatoumata Diawara a collaboré avec plusieurs artistes de renom, tels qu'Oumou Sangaré, Dee Dee Bridgewater, Rokia Traoré, Damon Albarn, Herbie Hancock, Bobby Womack et Roberto Fonseca. Auteure d'un premier album au succès mondial *Fatou*, elle vient de sortir son deuxième album, *Fenfo*, enregistré entre le Mali, le Burkina Faso, Barcelone et Paris et coréalisé avec Matthieu Chedid.

BIOGRAPHIES



Fathia Elaoui

Diplômée du *Centre de formation des journalistes* à Paris, Fathia Elaoui est engagée dans les médias depuis près de trente ans. Après avoir dirigé deux radios en France, elle est rentrée au Maroc pour rejoindre la rédaction de radio Médi1 à Tanger, où elle a présenté durant près de 10 ans les journaux et magazines d'informations. Aujourd'hui responsable antenne et rédactrice en chef de Radio 2M à Casablanca, elle anime chaque jour l'émission *Faites entrer l'invité*, au cours de laquelle elle reçoit tous ceux qui font l'actualité au Maroc et à l'international.

Fathia Elaoui est également à l'initiative de la première édition du forum *Les Panafricaines*, porté par le Comité Parité et Diversité du groupe 2M. Un événement qui a réuni en mars 2017 à Marrakech une centaine de femmes du monde du journalisme en provenance de 27 pays africains. Des femmes des médias qui veulent se mobiliser pour le changement en Afrique. La deuxième édition aura lieu en septembre prochain.



Sanaa El Aji

Titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Institut d'études politiques d'Aix-Marseille, Sanaa El Aji est l'auteure de *Majnounatou Youssef* (Argana Editions, 2003) et a contribué à deux livres collectifs : *Lettres à un jeune Marocain* (Le Seuil, 2009) et *Femmes et religions* (Le Fennec, 2014). Elle travaille en tant que consultante senior en communication, relations publiques et création de contenu et publie régulièrement dans la presse marocaine et internationale en arabe et en français. Sanaa El Aji a publié sa thèse de doctorat en sociologie sous le titre *Sexualité et célibat au Maroc. Pratiques et verbalisation* (La Croisée des chemins, 2017).

Elle est actuellement directrice de publication de www.marayana.com, site dédié aux débats de société et à la défense des valeurs de diversité et de pluralisme.



Myriam El Khomri

Titulaire d'un DESS en droit public de l'Université Paris I Panthéon- Sorbonne, Myriam El Khomri a été ministre sous François Hollande. Conseillère de Paris du 18ème arrondissement depuis 2008, adjointe au maire de Paris M. Bertrand Delanoë, chargée de la protection de l'enfance et de la prévention spécialisée (2008-2011), elle a été chargée de la prévention et de la sécurité de 2011 à 2014. D'avril 2014 à août 2014, elle a été adjointe à la maire de Paris, Mme Anne Hidalgo, chargée de la prévention, de la sécurité, de la politique de la ville et de l'intégration. Le 26 août 2014, elle est nommée secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville puis, le 2 septembre 2015, ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social. En novembre 2017, elle a créé sa propre société de conseil aux entreprises.



Souad Rahmouni El Tayeb

Titulaire d'un master en sociologie de l'Université de la Sorbonne, et diplômée de l'Ecole supérieure de journalisme à Paris, Souad Rahmouni El Tayeb est depuis 2012 directrice de *Monte Carlo Doualiya*, la radio arabophone de France médias monde.

Journaliste de profession, responsable pendant 15 ans du bureau Moyen-Orient de l'agence *Associated Press Television* (APTN) à Paris, elle a été correspondante pour plusieurs médias dont *Voice of America*, *Radio Sawa* ainsi que pour des télévisions arabes.

BIOGRAPHIES



Geneviève **Fraisse**

Philosophe, historienne de la pensée féministe, directrice de recherche émérite au CNRS en France, Geneviève Fraisse travaille sur l'épistémologie politique de la controverse des sexes. Elle est l'auteure de nombreux ouvrages dont *Les femmes et leur histoire* (Gallimard, 1998), *Les Excès du genre, concept, image, nudité* (Lignes, 2014), *La Sexuation du monde, Réflexions sur l'émancipation* (Presses de Sciences Po, 2016). En 2011, elle initie le cours « Pensée des sexes et démocratie », à Sciences Po Paris. Impliquée dans le mouvement féministe, elle a été déléguée interministérielle aux droits des femmes auprès du Premier ministre en 1997-98, puis députée européenne (1999-2004). Elle prend l'initiative de deux rapports parlementaires, l'un sur le spectacle vivant, l'autre sur les femmes et le sport.



Mohamed-Sghir **Janjar**

Docteur en anthropologie (Université de la Sorbonne), Mohamed-Sghir Janjar est directeur-adjoint de la *Fondation du Roi Abdul-Aziz* à Casablanca, directeur de la revue électronique *Prologues, le Maghreb des livres et des idées*, il est aussi directeur de la collection « Religion et Société » aux Editions Prologues. Chercheur et traducteur, ses travaux ont notamment porté sur les mutations de la société marocaine contemporaine, la religion et la culture dans le monde arabo-islamique, la société civile marocaine et l'état de la recherche et de l'édition.



Hayat **Lahbaili**

Doctorante en finances publiques, Hayat Lahbaili est lauréate de l'Institut national d'urbanisme et d'aménagement du territoire, et ancienne fonctionnaire au ministère de l'Intérieur. Fondatrice de l'association Alternatives citoyennes, militante au sein du mouvement féministe (mouvement des droits humains des femmes), elle est membre du secrétariat national du mouvement pour la démocratie paritaire (droits civiques et politiques des femmes) et coordinatrice nationale du groupe de travail des ONG sur le budget sensible au genre – BSG- au Maroc (droits socio-économiques des femmes). Hayat Lahbaili est actuellement, directrice pays – Maroc du MENA Women's Leadership Program initié par Forum of Fédérations MENA.



Ghita **Lahlou**

Administratrice et actionnaire du Groupe Saham (Groupe de services à la personne, présent dans plus de 27 pays africains), conseillère du président, en charge des pôles services externalisés et éducation, Ghita Lahlou est également directrice générale de l'Ecole centrale de Casablanca. Diplômée de l'Ecole centrale de Paris, elle a accumulé une expérience de plus de 25 ans en conseil, création, management, restructuration, fusion, et développement d'entreprises dans des secteurs variés en France et en Afrique. Membre du conseil d'administration de la Confédération générale des entreprises du Maroc entre 2012 et 2015, Ghita Lahlou est présidente-fondatrice de l'Association marocaine de la relation clients (AMRC) et préside le mouvement *Les Citoyens*, think-tank œuvrant pour le développement de valeurs inclusives et le vivre-ensemble, qu'elle a cofondé en 2016. Elle est également membre du conseil de surveillance et présidente du comité d'audit de la Société Générale Maroc.

BIOGRAPHIES



Rabéa Naciri

Enseignante pendant 23 ans à l'Université Mohammed V de Rabat, Mme Rabéa Naciri est membre de plusieurs organisations et réseaux des droits de l'Homme et des droits des femmes au Maroc, dans la région arabe et au niveau international. Membre sortant du Conseil national des droits de l'Homme du Maroc, elle a été parmi les fondatrices de l'Association démocratique des femmes du Maroc et du *Collectif 95 Maghreb Egalité* (réseau maghrébin). Elle a été également membre du premier bureau exécutif de l'OMDH et membre du Comité exécutif du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme. Actuellement, Rabéa Naciri est membre du Conseil consultatif du réseau international *Women's Learning Partnership-WLP* et membre du bureau du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique.



Amina Niandou

Journaliste, experte en genre et médias, Amina Niandou est militante pour la promotion des droits humains et des droits des femmes en particulier. Elle est responsable de la cellule communication de l'Assemblée nationale du Niger, ancienne coordinatrice de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPA0) au Niger. Présidente de l'Association des professionnelles africaines de la communication-Section Niger (APAC-Niger), Amina Niandou est l'initiatrice de la Chaire pour l'amélioration de l'image de la femme dans les médias au Niger. Directrice de publication du magazine *Femmes et gouvernance* édité par APAC-Niger, Amina Niandou est aussi élue membre du Conseil supérieur de la communication (CSC) au titre du collectif des organisations féminines du Niger.



Leila Rhiwi

Représentante du Bureau Multi-pays de l'ONU Femmes pour le Maghreb depuis juillet 2012, Leila Rhiwi a rejoint cette agence des Nations unies en 2005, et a assuré le développement, la supervision et le suivi des programmes au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en Mauritanie. Avant d'intégrer le système des Nations unies, elle a été en charge de la coordination auprès de la présidence de l'Instance équité et réconciliation (IER) au Maroc, et a enseigné la communication pendant plus de 15 ans à l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs. Tout au long de son parcours militant et de sa carrière professionnelle, Leila Rhiwi a agi pour la promotion des droits humains des femmes, la lutte contre les violences fondées sur le genre, la participation politique des femmes et de leur rôle dans la construction de la paix.



Abdellah Tourabi

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Université Hassan II de Casablanca, ayant mené des travaux de recherche sur l'évolution du mouvement islamiste et les dynamiques du champ politique marocain, Abdellah Tourabi est journaliste et chroniqueur. Il est ancien directeur de publication et de rédaction de l'hebdomadaire *TelQuel* et ex-directeur de la rédaction du mensuel *Zamane*. Depuis 2016, Abdellah Tourabi anime « Confidences de presse », une émission hebdomadaire de débat sur la chaîne 2M.



UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

21st EDITION OF
ESSAOUIRA FESTIVAL
Gnaoua
& World Music



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
OIEK | ELIHO | KKOXel | SXX.l
National Human Rights Council

Organized in partnership with
the National Human Rights Council

THE NECESSITY
OF EQUALITY
FORUM

FESTIVAL-GNAOUA.NET



YE.A.M.O. GNAOUA
FESTIVAL OF GNAOUA
Production Organizer
#gnaoulive
festival-gnaoua.net

#GNAOUA21



Human Rights

Forum

THE NECESSITY OF EQUALITY

On the sidelines of the **21st** Gnaoua and World Music Festival (GWMF), the National Human Rights Council (CNDH) and the GWMF hold their human rights forum, now in its seventh consecutive year, on the mornings of **June 22 and 23, 2018**.

The Festival's human rights event was initiated in 2012 and has soon become a venue for debate and exchange of ideas between national and international stakeholders on current issues in our societies. The first two editions of the forum, in 2012 and 2013, were devoted to youth and culture respectively. Africa was the focus of the event for the following three consecutive years, shedding light on African history in 2014, African women in 2015 and African diasporas in 2016. In 2017 the forum tackled creativity and cultural policies in the digital era. This year, the 7th Human Rights Forum will focus on gender equality and parity.

Cross-cutting par excellence, equality, non-discrimination and parity have been subject of intense debate and discussions in the last few years. The CNDH, for its part, has contributed to this debate with a series of publications and actions, including through several advisory opinions, reports and actions designed and executed to contribute to and support the implementation of the provisions of the constitution related to women's rights.

Since the 2011 Constitution, which enshrines the principle of gender equality and the fight against discrimination against women, several related bills have been approved and passed. These include law # 79.14, establishing the Authority for Parity and Fight against All Forms of Discrimination, law # 103.13 on violence against women, law # 78.14 establishing the Advisory Council for Family and Childhood, and law # 66.16 amending and supplementing audiovisual communication law # 77.03, which promotes gender equality and fight against discrimination based on sex. Thanks to the campaigns and mobilization of the women's rights movement, the organic laws related to the Parliament and local/regional administrations (*collectivités territoriales*) helped increase women's participation in elected bodies at national and regional levels¹.

¹ The organic law of the House of Representatives helped improve women's participation (reaching 81 seats, i.e. 21% of the total number of members of the current chamber) and the organic law of the House of Councillors, under which "no list of candidates must contain two successive names of two candidates of the same sex". In addition, the organic laws related to local and regional authorities helped, during the 2015 elections, improve participation of women in the municipal and regional councils (21.6% and 37%, respectively).

However, the genuine progress in national legislations is not unfortunately affecting women's daily lives, particularly women who are most vulnerable to poverty and exclusion. In its report on **gender equality and parity** in Morocco, published in 2015, the CNDH shed light on this progress, but noted that « **the constitutional promises have gradually evaporated** » and that several legal and de facto forms of discrimination still persist. The CNDH also noted the delay in establishing the two constitutional bodies that are mandated under the constitution to promote gender equality and parity, namely the Authority for Parity and Fight against All Forms of Discrimination and the Advisory Council for Family and Childhood.

Equality and women's rights have been subject to intense and interesting debates in the last few weeks, including debates on gender gaps in accessing employment and socio-economic activities, the high rates of violence against women in private and public spheres, the right of women to terminate unwanted pregnancy, women's right and freedom to choose their dress, child marriage, etc. Considered just till a few years ago as a taboo, equality in inheritance, as part of a comprehensive reform of the Family Code in accordance with the constitution and Morocco's international commitments as a party to CEDAW² convention, is now subject of public debate.

These debates, which are both unprecedented and fruitful, reflect the profound changes in society. The decline in fertility rates and the related consequences, the decrease in the size of households, the rise of nuclear families, the significant increases in age at first marriage, and the almost equal access of girls to education, especially in urban areas, are among the most significant changes in the Moroccan society.

These debates also reflect, however, that actually blatant injustices and discriminations still persist, both in the legal arsenal and in the choices of the gender-blind public policies that are strongly imbued with the traditional stereotyped paradigm breadwinner (men) vs. housewives.

These are the stakes and challenges that the Human Rights Forum, which take place on the sidelines of the 21st Gnaoua and World Music Festival in Essaouira, is seeking to debate. Several discussions and debate sessions are scheduled in the forum, focusing mainly on four priority points:

² Morocco ratified CEDAW in 1993 and withdrew its reservations on Articles 9 and 16 in 2017.

1. EQUALITY, DISCRIMINATION, AND PARITY: CONCEPTS, CONSEQUENCES

In the debates that preceded and followed the adoption of the constitution, several governmental and non-governmental public stakeholders confused the concepts of discrimination, equality and parity. Sometimes it's the case even in academic contributions. And this is no insignificant issue. It is not about academic or theoretical discourse, but it is rather about significant challenges and stakes. Indeed, each one of these notions has implications and impacts in the national legal arsenal and public policies.

2. UNDENIABLE PROGRESS, PERSISTENT DISCRIMINATION

Despite increased participation of women in different areas, and despite constitutional rights gains, women are far from enjoying the same and equal rights as men.

3. DYNAMIC SOCIETIES : INITIATIVES FOR WOMEN'S RIGHTS

Changes are everywhere, the shape of society is ever changing, yet the status of women is not evolving. This panel will shed light on several initiatives and best practices.

4. WAYS FOR REFORM

This panel will discuss the foundations and approaches upon which public policies should be based, at normative, operational and institutional levels, to fight all forms of discrimination and promote parity between men and women.

_____ with the support of



EDITORIAL
DRISS EL YAZAMI
PRESIDENT OF THE NATIONAL
HUMAN RIGHTS COUNCIL (CNDH)

GENDER EQUALITY - AN ALLIANCE-IN-PROGRESS

Despite logjams and resistance of all forms, equality has become unavoidable in recent years. Along with the abolition of death penalty and freedom of conscience, gender equality is at the heart of current public debate in Morocco. Several initiatives and controversies have given even more momentum to this question. These include the instructions His Majesty the King gave to the National Human Rights Council (CNDH), the Ministry of Islamic Affairs and the Ministry of Justice to draft separate opinions on voluntary termination of pregnancy; the report that was released by the CNDH in 2015, recommending equality of inheritance¹; the adoption of several laws in implementation of the 2011 Constitution, as referred to in the concept note of this forum; the call to abrogate *ta'sib*² inheritance rule; the "For a comprehensive and profound reform of the Family Code" petition that was launched by women's rights NGOs and, last but not least, the resignation of Ms. Asma Lamrabet and the shock waves it has sent all around.

In Tunisia, in August 2017, President Beji Caïd Essebsi set up a "Committee on Individual Freedoms and Equality" to make proposals on inheritance. This initiative proves, if it's still really needed to be proved, that it indeed stirs debate in all societies in the Maghreb and beyond. This demand can no longer be just associated to the defenders of the human rights and "human rightists" nor considered as merely cut off from all realities³. It is a fundamental reform. An urgent need. It's a must in "the new socio-economic context and the imperatives of human development and modernization of societies" (Janjar 2018). This debate is healthy for society,

¹ This requirement to achieve justice was supported by the publication of some books including an edited book entitled *L'héritage des femmes (Inheritance of Women)* coordinated by Siham Benchekroun (Empreintes Edition, Casablanca, April 2017), *Les hommes défendent l'égalité en héritage (Men Defending Inheritance Equality)*, coordinated by Hakima Lebbar (Galerie Fan-Dok Editions, Rabat, March 2017), in addition to a special report published in April 2018 in *Prologues*, a magazine directed by Mohamed Sghir Janjar (prologues.medias24.com).

² https://secure.avaaz.org/fr/petition/Appel_Pour_labrogation_de_lheritage_par_tasib_au_Maroc/

³ Report of this mission was published in the 1st of June 2018. It's available on www.colibe.org

despite the controversies it creates sometimes. Not only does this kind of public deliberation reinforce the democratization process, it also reveals that there are deep social movements in society despite apparent barriers and regressions. This debate shows, particularly, that gender equality is no longer the concern of feminist associations alone, and that it's actually the concern of larger groups in society who are already committed to the principle of equality and act in different way to always highlight it and effectively implement it. Today we witness a large alliance for reform. It is still embryonic and not very confident or probably even unaware of what it is and what it could be in the future; it is here, even if it's yet to be shaped effectively.

This alliance for equality reflects the deep changes in society (demographic transition, progress despite discrimination in schooling girls and young women, access of women to the labor market, etc.). This alliance is progress in civil society, in the academia, in the business world and in art and creation. It is noticeable, for example, to see, that in one way or another, the relationship between men and women and "crises" of couples and family are omnipresent in almost all Moroccan cinema productions.

By hosting this debate, the Gnaoua Festival will help further strengthen this alliance and affirms once again its original approach, as a venue for people from different generations, nationalities and social backgrounds, in the same humanist and generous spirit, where the love of music and music contribute, as well, to designing a common future.

SPEAKERS

Rouba Arja, Lebanon

Senior Affairs Officer, ESCWA Women's Center

Bochra Bel Haj Hmida, Tunisia

Member of Parliament

Rkia Bellot, Morocco

Soulaliyate women's movement

Mohamed Ali Benmakhlouf, France

Philosopher

Malika Benradi, Morocco

Academic

Mbarka Bouaïda, Morocco

Secretary of State for Fisheries

Khadija Cherif, Tunisia

Sociologist, Tunisian Association of Democratic Women (ATFD)

Fatoumata Diawara, Mali

Artist

Myriam El Khomri, France

Former minister, Councillor, Paris

Geneviève Fraisse, France

Philosopher and historian, former delegate for women's rights

Mohamed-Sghir Janjar, Morocco

Anthropologist

Hayat Lahbaili, Morocco

Morocco Country Director, MENA Women's Leadership Program (Forum of Federations).

Ghita Lahlou, Morocco

Director, Ecole Centrale de Casablanca

Rabéa Naciri, Morocco

Member of Advisory Board, Women's Learning Partnership-WLP (international network)

Amina Niandou, Nigeria

President, Association of African Communication Professionals (APAC) Section, Niger

Leila Rhiwi, Morocco

Representative of UN Women Maghreb

FACILITATORS

Fathia Elaouni, journalist

Sanaa El Aji, sociologist

Souad El Tayeb, director, Monte Carlo Doualiya

Abdellah Tourabi, journalist

PROGRAM

Friday, June 22

9 - Opening session

- Ms. Neila Tazi, Producer, Gnaoua and World Music Festival
- Mr. Driss El Yazami, President, National Human Rights Council

9 - 9:45 - Opening lecture

Equality and parity: Ensuring equal rights and equity of situations

By Ms. Rabéa Naciri, Member of Advisory Board, Women's Learning Partnership-WLP (international network), Morocco

10:00 - 1st round table:

Equality, discrimination, and parity: concepts, consequences

Facilitator: Ms. Fathia Elaoui, journalist, Morocco

Speakers:

1. Ms. Bochra Bel Haj Hmida, MP, Tunisia
2. Ms. Geneviève Fraise, philosopher and historian, former delegate for women's rights, France
3. Mr. Mohamed-Sghir Janjar, anthropologist, Morocco

11:15 - 11:30 - Coffee break

11:30 - 2nd round table:

Undeniable progress, persistent discrimination

Facilitator: Mr. Abdellah Tourabi, journalist, Morocco

Speakers:

1. Ms. Rouba Arja, Senior Affairs Officer, ESCWA Women's Center, Lebanon
2. Ms. Malika Benradi, academic, Morocco
3. Ms. Khadija Cherif, sociologist, Tunisian Association of Democratic Women (ATFD), Tunisia
4. Ms. Fatoumata Diawara, Artist, Mali

Follow the Forum live on the CNDH Facebook page:
facebook.com/CNDHMaroc.ar

PROGRAM

Saturday, June 23

9:30 - 3rd roundtable: Dynamic societies: initiatives for women's rights

Facilitator: Ms. Souad El Tayeb, Director, Monte Carlo Doualiya, France

Speakers:

1. **Ms. Rkia Bellot**, Soulaliyate women's movement, Morocco
2. **Ms. Myriam El Khomri**, former minister, councilor of Paris, France
3. **Ms. Hayat Lahbaili**, Morocco Country Director, MENA Women's Leadership Program (Forum of Federations), Morocco
4. **Ms. Amina Niandou**, President, Association of African Communication Professionals (APAC) Section, Niger

11:15 to 11:30 - Coffee break

11:30 - 4th roundtable: Ways for reform

Facilitator: Ms. Sanaa El Aji, sociologist, Morocco

Speakers:

1. **Ms. Mbarka Bouaida**, Secretary of State for Fisheries, Morocco
2. **Ms. Ghita Lahlou**, Director, Ecole Centrale de Casablanca, Morocco
3. **Ms. Leila Rhiwi**, Representative of UN Women Maghreb, Morocco

12:30 - Debate conclusions:

Mr. Mohammed Ali Benmakhlouf, Philosopher, France

Follow the Forum live on the CNDH Facebook page:
facebook.com/CNDHMaroc.ar

BIOGRAPHIES



Rouba **Arja**

Holder of a PhD in Management from the University of Montpellier and a Master's Degree in economy from the Montpellier-based *Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie-France*, Ms Rouba Arja is a Social Affairs Officer at the United Nations-

Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA)'s Centre for Women (ECW), Beirut-Lebanon. She focuses in her work on gender and development issues in the Arab region including the integration of gender equality in policies and public institutions. She previously served as the First Population Affairs Officer in the Social Development Division of ESCWA and led the preparation of reports and the implementation of projects on population and social inclusion policies.

Before joining ESCWA, Ms Rouba Arja worked as Programme Manager with the European Union Delegation to Lebanon. She also served as Programme Manager with UNDP and collaborated as a consultant with various UN agencies.



Bochra **Bel Haj Hmida**

Bochra Bel Haj Hmida is a Tunisian MP and a lawyer. She is a former president of the Tunisian Association of Democratic Women (ATFD) (1995-2001) and a founder of the Tunisian chapter of Amnesty International. She is also a founding member of the

Tunisian Women's Association for Development Research (AFTURD). In 2014, she won the Anna Lindh Foundation Award. Ms. Bel Haj Hmida chairs the Committee on Individual Freedoms and Equality, set up by a presidential decree.



Rkia **Bellot**

A law graduate, Ms Bellot worked for over 30 years at the Ministry of Finance. Since her retirement, she has devoted herself to rural women issues: women of collective lands «Soulaliyate». She is an active member in the movement that defend the

rights of women to access land rights equally as men. She was the first «Soulaliyate» woman from the Haddada tribe (Kenitra) to challenge the exclusion of women from the rights to use collective land in 1993. Ms Rkia Bellot is also a member of the Democratic Association of Women of Morocco (ADFM).



Mohammed Ali **Benmakhlouf**

Professor of philosophy at the University of Paris – Est-Créteil-Val-de Marne and a Senior Member of the Institut universitaire de France. Mr. Mohamed Ali Benmakhlouf authored several books on logicians Gottlob Frege and Bertrand Russell and on

medieval Arabic Philosophers Al Farabi and Averroes. Mr. Benmakhlouf worked as an expert with UNESCO to lead the philosophical dialogue between the Arab world and the Asian world between 2004 and 2011. He is currently engaged in debates on bioethics after having been member of the National Consultative Committee on Ethics and the Committee on Ethics and Deontology of the Research Institute for Development. He is member of the French Society of Philosophy and the International Institute of Philosophy. Mr. Benmakhlouf has published recently two books: *Pourquoi lire les philosophes arabes* (Albin Michel, 2015) and *La Conversation comme manière de vivre* (Albin Michel, 2016).

BIOGRAPHIES



Malika Benradi

Ms Malika Benradi is a *Docteur d'Etat* in private law and a lawyer, member of the Rabat Bar association. She is a Professor emeritus at the Mohamed V University in Rabat. Ms Benradi taught at the Higher Institute of Judiciary, the School of Governance and Economics, and at the Higher Institute of Information and Communication (ISIC). She was a visiting professor at the Sorbonne Paris II University and the Paris Diderot VII, Faculty of Arts, as well as at the Baker Houston Institute and Harvard Law School. Ms Benradi is a former President of the Association of African Women for Research and Development (AFRAD) (Dakar, 2004-2009). She currently chairs the Scientific Committee of the Association.



Mbarka Bouaida

Secretary of State to the Minister of Agriculture, Fisheries, Rural Development and Water and Forest, in charge of Fishing, since April 2017. Ms Bouaida was Minister Delegate to the Minister of Foreign Affairs and Cooperation (2013-2017). She holds an MBA from Hull University (England), a Master's Degree in communication from the University of Toulouse (France) and a diploma from the *Ecole Supérieure de Gestion* in Casablanca. She is member of the political bureau of the National Rally of Independents (RNI) – political party. She was elected for the first time at the House of Representatives in 2007. Ms. Bouaida was named «Young Global Leader» by the World Economic Forum in 2012. Since September 2011, she has been Vice-President of the International Parliamentary Forum for Democracy. She is also member of the North-South Centre of the Council of Europe, the United Nations Alliance of Civilizations and the Munich Young Leaders of the Munich International Conference on Security.



Khadija Cherif

Graduate in sociology, Ms Khadija Cherif is a professor at the University of Tunis and the National School of Architecture and Urban Planning in Tunis. In the early 1980s, she joined the Tunisian League of Human Rights (LTDH) in which she will chair the women's commission, and served later as Vice-President of the national board of the league from 1985 to 1994.

Khadija Cherif is a founding member of the Tunisian Association of Democratic Women (ATFD). She coordinates the Association's Commission on Equality in Inheritance. She is also a founding member of the Tunisian Women's Association for Development Research (AFTURD). She also participated in the establishment of the National Council for Freedoms in Tunisia (CNLT) in 1998. In 2010, she was elected Secretary General of the International Federation for Human Rights Leagues (FIDH), then Deputy Secretary General in charge of women's rights (2013-2016). In March 2011, Ms. Cherif was appointed to serve at the High Authority for the Achievement of the Goals of the Revolution, Political Reform and Democratic Transition.



Fatoumata Diawara

Fatoumata Diawara is one of the strongest female voices of the new African artistic generation. She is a Malian singer, composer and actress living between France, Italy and Mali. She joined at an early age the African dance company that was founded by her father. She started her artistic career in Paris as a theatre actress, then as a cinema actress. Ms. Diawara collaborated with several renowned artists such as Oumou Sangare, Dee Dee Bridgewater, Rokia Traore, Damon Albarn, Herbie Hancock, Bobby Womack and Roberto Fonseca. Composer of *Fatou*, her first internationally successful album, she has just released her second album *Fenfo* which was recorded in Mali, Burkina Faso, Barcelona and Paris and co-directed by Matthieu Chedid.

BIOGRAPHIES



Fathia Elaoui

Fathia Elouani is a graduate of the Paris-based Centre de formation des journalistes (*training centre for journalists*). She has worked in the media for around 30 years. She directed two radio stations in France and then returned to Morocco and joined

Medi 1 Radio in Tangier, where she presented news and news shows for around ten years. Today, she is Head and Editor-in-Chief at Radio 2M in Casablanca. She presents the daily show «*Faites entrer l'invité*» with Moroccan and international influencers.

Fathia Elaoui initiated the first Forum of Pan-African women - *Les Panafricaines*, held by the 2M Group Parity and Diversity Committee. This event gathered, in March 2017 in Marrakech, hundreds of women from the world of journalism from 27 African countries; particularly women working in the media who want to mobilize for change in Africa. The second forum is due next September.



Sanaa El Aji

Holder of a PhD in sociology from Aix-Marseille University, Ms. El Aji is the author of *Majnounatou Youssef* (Argana Editions, 2003) and contributed to two edited books *Lettres à un jeune marocain* (letters to a young Moroccan) (Le Seuil, 2009) and

Femmes et religions (women and religions) (Le Fennec, 2014). Sanaa El Aji is a senior consultant in communication, public relations and content creation. She regularly publishes her articles in Moroccan and international newspapers, in Arabic and French. In 2017, she published her PhD thesis *Sexualité et célibat au Maroc. Pratiques et verbalisation* (about sexuality and celibacy in Morocco) (La Croisée des Chemins Editions).

She is now Editor-in Chief at www.marayana.com, a website tackling debates in society and defending values of diversity and pluralism.



Myriam El Khomri

Myriam El Khomri is a holder of a DESS in public law from Paris I Panthéon-Sorbonne University (France). She was minister in François Hollande's government. Councillor of the 18th District-Paris since 2008, and Deputy Mayor for the children's

protection and specialised prevention (2008-2011) and then for Prevention and Security (2008- 2011). From April to August 2014, she was Deputy of Mayor Anne Hidalgo, for prevention, security, city policy and integration - Paris. On August 26th, 2014, she was appointed Secretary of State for City Policy. On September, 2nd, 2015, she was appointed Minister of Labor, Employment, Vocational Training and Social Dialogue. In November 2017, she started her own business consulting company.



Souad Rahmouni El Tayeb

Souad Rahmouni El Tayeb holds a Master's degree in sociology from the Sorbonne University. She is a graduate of the Paris-based *Ecole Supérieure de Journalisme*. Since 2012, she has been Director of *Monte Carlo Doualiya*, the Arabic-language radio

station of *France Médias Monde*.

Ms. Rahmouni El Tayeb is a journalist and has been leading the Middle East office of the Associated Press Television (APTN) in Paris, for 15 years. She worked as a correspondent for several media outlets including Voice of America, *Radio Sawa* and Arab TV channels.

BIOGRAPHIES



Geneviève **Fraisse**

Geneviève Fraisse is a philosopher, historian of feminist thought and an emeritus research director at the French National Centre for Scientific Research - CNRS (France). She works on political epistemology of the controversy of sexes. She published several books: *Les femmes et leur histoire* (Gallimard, 1998), *les Excès du genre, concept, image, nudité* (Lignes, 2014), *La Sexuation du monde, Réflexions sur l'émancipation* (Presses de Sciences Po, 2016). In 2011, she initiated a Master class at *Sciences Po Paris* « *Pensée des sexes et démocratie* » (gender thought and democracy). Active in the feminist movement, Ms. Fraisse was inter-ministerial delegate on women's rights (1997-1998) and a member of the European Parliament (1999- 2004). She initiated two parliamentary reports, one on the performing arts and the other on women and sport.



Mohamed-Sghir **Janjar**

Mohamed Sghir Janjar holds a PhD in anthropology (University of the Sorbonne). He is Deputy Director at *King Abdul-Aziz Foundation* in Casablanca and Director of *Prologues, le Maghreb des livres et des idées*, an online magazine. He is also director of « *Religion et Société* », Editions Prologues. Researcher and translator, his work focused on: changes of Moroccan contemporary society, religion and culture in the Arab-Islamic world, Moroccan civil society and research and the state of research and publishing.



Hayat **Lahbaili**

PhD in public finance. She is a graduate of the *Institut national d'Aménagement et d'Urbanisme* (INAU). She is a former officer at the Ministry of Interior. Founder of the Association Alternatives Citoyennes and feminist movement activist (women's human rights movement), Ms Lahbaili is member of the national secretariat of the movement for parity-based democracy (civil and political rights of women). She is the national coordinator of NGOs working group on gender responsive budget (GRB) in Morocco (socio-economic rights of women). Ms. Lahbaili is currently the Morocco Country Director of the « *MENA Women's Leadership Program* » initiated by the MENA Forum of Federations.



Ghita **Lahlou**

Ghita Lahlou is an Admin and shareholder of Saham Group (a group that offers services to individuals and present in more than 27 African countries). She is advisor to the President of the Group in charge of outsourced services and education. She is also General Manager of *Ecole Centrale -Casablanca*. She graduated of *Ecole Centrale - Paris* and had over than 25 years of experience in consulting, creation, management, restructuring, mergers and business development in various sectors in France and Africa. Ms. Lahlou was member of the Board of Directors of the General Confederation of Moroccan Enterprises (CGEM) between 2012 and 2015. She is founding president of the Moroccan Association of Customer Relations and chairs the movement *Les Citoyens* (Citizens, a think tank for the development of inclusive values and living together, which she co-founded in 2016). Ms Lahlou is also member of the Supervisory Board and Chairwoman of the Audit Committee of *Société Générale Maroc*.

BIOGRAPHIES



Rabéa Naciri

Teaching for 23 years at Mohammed V University in Rabat, Ms. Rabéa Naciri is member of several human rights and women's rights organizations and networks in Morocco, the Arab region and at the international level. She is a former member of the National Human Rights Council of Morocco. She was among the founders of the Democratic Association of Women of Morocco (ADFM) and Collectif 95 Maghreb Egalité (a Maghreb network for equality). She was also member of the first Executive Board of the Moroccan Organization for Human Rights (OMDH) and member of the Executive Committee of the Euro-Mediterranean Human Rights Network. Ms. Rabéa Naciri is currently member of the Advisory Board of the International Network Women's Learning Partnership-WLP. She is also member of the Board of the Higher Council for Education, Training and Scientific Research.



Amina Niandou

Journalist and gender/media expert. She is an activist engaged in promoting human, particularly women's rights. She is Head of Communication at the National Assembly of Niger, former coordinator of the Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO) in Niger. She is President of the Association of African Women Communication Professionals (APAC) in Niger. She initiated *La Chaire* to improve the image of women in the media in Niger. Ms. Niandou is Publication Director of *Women and Governance*, a magazine published by APAC-Niger. She was elected to serve at the Higher Council for Communications (CSC) representing the group of women's organisations in Niger.



Leila Rhiwi

Leila Rhiwi is the UN Women's Multi-Country Office Representative for the Maghreb (since July 2012). She joined UNIFEM (currently UN Women) in 2005, in charge of the development, supervision and monitoring of programs in Morocco, Algeria, Tunisia and Mauritania. Before joining the United Nations, she worked as a coordinator with the president of the Moroccan Equity and Reconciliation Commission. She taught communications for more than 15 years at the *Ecole Mohammedia des ingénieurs*. Throughout her professional career and her career as a human rights activist, Ms. Rhiwi has played a significant role in promoting women's human rights, fighting gender-based violence, and encouraging women's political participation and their role in the peace building.



Abdellah Tourabi

Abdellah Tourabi is a graduate of the Paris-based *Institut d'Etude Politique* and Hassan II University in Casablanca. He led researches on the evolution of the Islamist movement and the dynamics of the Moroccan politics. Mr. Tourabi is a journalist and columnist. He is former editor in chief of the Moroccan weekly magazine *Telquel* and former director of the monthly magazine *Zamane*. He hosts «*Confidences de presse*» a talk show that started in 2016, by 2M TV channel.



نبذة عن المشاركين

ربيعة الناصري



اشتغلت السيدة الناصري لمدة 23 سنة أستاذة بجامعة محمد الخامس بالرباط وهي عضو بعدد كبير من المنظمات وشبكات حقوق الإنسان وحقوق المرأة بالمغرب والمنطقة العربية وعلى المستوى الدولي. السيدة الناصري عضو، منتهي الولاية، بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان ومن بين مؤسسات ورئيسات الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب وتحالف «95 Maghreb Egalité» (شبكة مغربية). السيدة ربيعة عضو بالمكتب التنفيذي الأول للجمعية المغربية لحقوق الإنسان واللجنة التنفيذية للشبكة أورو-متوسطية لحقوق الإنسان وهي حاليا عضو بالمجلس الاستشاري للشبكة الدولية «Women's Learning Partnership-WLP» وعضو مكتب المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي.

ليلى الرحيوي



ممثلة مكتب الأمم المتحدة للمرأة متعدد الدول بالمنطقة المغربية منذ 2012. انضمت إلى صندوق الأمم المتحدة الإنمائي للمرأة (حاليا هيئة الأمم المتحدة للمرأة) سنة 2005، ومسؤولة عن الإشراف وتطوير وتتبع البرامج بالمغرب، الجزائر وتونس وموريتانيا. قبل التحاقها بمنظومة الأمم المتحدة، كانت مسؤولة عن التنسيق لدى رئاسة هيئة الإنصاف والمصالحة بالمغرب وقامت بتدريس مادة التواصل لأزيد من 15 سنة بالمدرسة المحمدية. طوال مسيرتها النضالية والمهنية، لعبت السيدة الرحيوي دورا مهما في تعزيز حقوق المرأة، مكافحة العنف القائم على النوع وتعزيز المشاركة السياسية للنساء ودورهن في بناء السلام.

أمينة نياندو



صحفية وخبيرة في مجال النوع والإعلام ومناضلة في مجال النهوض بحقوق الإنسان وحقوق المرأة خاصة. مسؤولة عن خلية التواصل بالجمعية الوطنية للنيجر ومنسقة سابقة، ممثلة بمعهد «Panos Afrique de l'Ouest (IPA0)» بالنيجر ورئيسة المهنيات الإفريقيات في مجال التواصل-فرع النيجر (APAC-Niger). السيدة نياندو هي صاحبة مبادرة إنشاء «كرسي تعزيز صورة المرأة في الإعلام بالنيجر» ومديرة نشر مجلة «Femmes et Gouvernance»، ثم انتخبها عضوا بالمجلس الأعلى للتواصل (CSC) بالنيجر باسم تحالف المنظمات النسائية بالنيجر.

عبد الله الترابي



أنجز السيد الترابي، الذي تابع دراسته بمعهد الدراسات السياسية بباريس وجامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء، العديد من الأبحاث في مجال تطور الحركة الإسلامية وديناميات الحقل السياسي المغربي. يعمل حاليا صحفيا وكاتب عمود وهو مدير تحرير ونشر سابق لأسبوعية «نيل كيل» ومدير تحرير سابق للمجلة الشهرية «زمان». كما يشتغل منذ سنة 2016 منشطا لبرنامج «حديث مع الصحافة»، وهو برنامج حوار يبيث على القناة الثانية.

نبذة عن المشاركين

جينيفيف فريس

السيدة فريس فيلسوفة ومؤرخة للفكر النسائي ومديرة أبحاث فخرية بالمركز الوطني للبحث العلمي بفرنسا. تشتغل حول موضوع الإبتيمولوجيا السياسية للجدل بين الجنسين. ألقت العديد من الكتب المتعلقة بالموضوع من بينها:

Les femmes et leur histoire (Gallimard, 1998), Les Excès du genre, concept, image, nudité (Lignes, 2014), La Sexuation du monde, Réflexions sur l'émancipation (Presses de Sciences Po, 2016). En 2011, elle initie le cours « Pensée des sexes et démocratie », à Sciences Po Paris.

وإلى جانب انخراطها في الحركة النسائية، دخلت المجال السياسي حيث اشتغلت مندوبة وزارية لحقوق المرأة لدى الوزير الأول الفرنسي (1997-1998)، ثم نائبة برلمانية أوروبية (1999-2004). وقد بادرت بإنجاز تقريرين برلمانيين أحدهما حول « العرض الحي » والآخر حول « النساء والرياضة ».



محمد الصغير جنجار

يشغل السيد الصغير جنجار، الحاصل على الدكتوراه في الأنثروبولوجيا، جامعة السربون، منصب نائب مدير مؤسسة الملك عبد العزيز للدراسات الإسلامية والعلوم الإنسانية بالدار البيضاء ومدير المجلة الإلكترونية المغربية « مقدمات » التي تعنى بالفكر والكتاب ومدير سلسلة « الدين والمجتمع »، منشورات مقدمات. هو باحث ومترجم، تتركز أعماله حول مواضيع متنوعة من قبيل القضايا المتعلقة بالتحويلات السوسيو-ثقافية بالمجتمع المغربي المعاصر، فضلا عن مجالات الدين والثقافة بالعالم العربي الإسلامي، المجتمع المدني المغربي أو واقع البحث والنشر.



حياة لهبايلي

خريجة المعهد الوطني للتهيئة والتعمير وفي صدد تحضير الدكتوراه حول المالية العامة. موظفة سابقة بوزارة الداخلية، قامت بتأسيس جمعية بدائل مواطنة فضلا عن انخراطها في الحركة النسائية (حركة الحقوق الإنسانية للنساء) وعضو الكتابة العامة للحركة من أجل ديمقراطية المناصفة (الحقوق المدنية والسياسية للنساء) والمنسقة الوطنية لمجموعة عمل الجمعيات من أجل الميزانية القائمة على النوع-المغرب (الحقوق الاجتماعية والاقتصادية للنساء). السيدة الهبايلي حاليا مديرة برنامج « MENA Women's Leadership Program » الذي تم وضعه بمبادرة من منتدى « Forum of Fédérations MENA ».



غيثة لولو

مساهمة وعضو مجلس إدارة « مجموعة سهام » (مجموعة تقدم خدمات للأفراد، متواجدة بأكثر من 27 دولة افريقية)، حيث تشغل منصب مستشارة رئيسها، بالإضافة إلى إدارتها للمدرسة المركزية للدار البيضاء.

بعد تخرجها من المدرسة المركزية بباريس، راكمت السيدة لولو خبرة تزيد عن 25 سنة في مجال الاستشارة وإعادة هيكلة ودمج وتطوير المقاولات في مختلف القطاعات بفرنسا وإفريقيا. رئيسة مؤسسة للجمعية المغربية للعلاقة مع الزبناء (AMRC) وعضو مجلس إدارة الاتحاد العام لمقاولات المغرب (2012-2015) ورئيسة حركة المواطنين، التي أسستها سنة 2016، كمجموعة للتفكير تعمل من أجل خلق قيم دامجة وحياتية مشتركة أفضل. السيدة لولو كذلك عضو بمجلس المراقبة ورئيسة لجنة التدقيق بالشركة العامة المغربية.



نبذة عن المشاركين

فتحية العوني



بعد تخرجها من مركز تكوين الصحفيين بباريس، نجحت السيدة العوني في خوض تجربة مهمة في مجال الإعلام منذ ما يقرب ثلاثين سنة. بعد إدارتها لمحطتين إذاعيتين بفرنسا، عادت السيدة العوني إلى المغرب لتلتحق بفريق تحرير إذاعة ميديا 1 بطنجة حيث قدمت لما يقارب عشر سنوات الأخبار والمجلات الإخبارية. السيدة العوني حاليا مسؤولة عن البث ورئاسة التحرير بإذاعة «راديو 2M»، حيث تقوم بتنشيط الموعد اليومي «Faites entrer l'invité» الذي تستجوب من خلاله أهم الفاعلين على المستويين الوطني والدولي. أطلقت فكرة تنظيم الدورة الأولى لمنتدى «Les Panafricaines»، بقيادة لجنة المساواة والتنوع بالقناة الثانية 2M. وهو الحدث الذي جمع، في مارس 2017 بمراكش، قرابة مائة صحفية من 27 دولة أفريقية هدفهن التعيئة من أجل إحداث التغيير بإفريقيا، على أن تعقد الدورة الثانية لفعاليات هذا المنتدى في شتبر المقبل.

مريم الخمري



حاصلة على شهادة الدراسات العليا المتخصصة في القانون العام من جامعة باريس بانتيون-السوربون. عملت وزيرة في حكومة فرنسو هولاند، تم انتخابها مستشارة في الدائرة 18 بباريس منذ سنة 2008، حيث اشتغلت في البداية مساعدة لعمدة باريس، بيرتراند ديلاوي، مكلفة بحماية الطفولة والوقاية المتخصصة (2008-2011)، ثم مساعدة عمدة باريس مكلفة بالوقاية والأمن (2011-2014). وفي الفترة بين أبريل-غشت 2014، اشتغلت السيدة الخمري مساعدة لعمدة باريس، آن هيدالكو، مسؤولة عن الوقاية، الأمن وسياسة المدينة والإدماج. تم تعيينها، في 26 غشت 2014، كاتبة دولة مكلفة بسياسة المدينة ثم وزيرة التشغيل، التكوين المهني والحوار الاجتماعي بتاريخ 2 شتبر 2015 لتقوم سنة 2017 بإنشاء شركة خاصة في مجال الاستشارة الموجهة للمقاولات.

سناء العاجي



أصدرت السيدة العاجي، الحاصلة على الدكتوراه في علم الاجتماع من معهد الدراسات السياسية «Aix-Marseille»، رواية «مجنونة يوسف» (منشورات أركانة، 2003) كما ساهمت في تأليف كتابين مشتركين تحت عنوان «رسائل إلى شاب مغربي» (Le Seuil 2009) و«النساء والديانات» (Fennec 2014). نشرت السيدة العاجي، التي تشتغل حاليا خبيرة في مجال التواصل والعلاقات العامة وإعداد المضامين، مساهمات متنوعة باللغتين العربية والفرنسية لدى العديد من المنابر المغربية والأجنبية كما قامت بنشر أطروحة الدكتوراه التي أعدتها في علم الاجتماع تحت عنوان «الجنسانية والعزوبة في المغرب» (Croisée des Chemins 2017). تعمل حاليا مديرة نشر موقع www.marayana.com المخصص لنقاش مواضيع تتعلق بالمجتمع والدفاع عن قيم التنوع والتعددية.

سعاد رحموني الطيب



حاصلة على ماستر في علم الاجتماع من جامعة السوربون ودبلوم المدرسة العليا للصحافة بباريس. تم تعيينها سنة 2012 مديرة لإذاعة «مونت كارلو الدولية»، الإذاعة الفرنسية الناطقة بالعربية ب «France médias monde». قامت بتسيير مكتب الشرق الأوسط لوكالة «Associated Press Television» بباريس لمدة 15 سنة واشتغلت صحفية مراسلة لعدد من المنابر من بينها «Voice of America»، «راديو سوا» بالإضافة إلى عدد من القنوات التلفزيونية العربية.

نبذة عن المشاركين

مليكَة بنراضي



تشتغل السيدة بنراضي، الحاصلة على الدكتوراه في القانون الخاص، محامية بهيئة المحامين بالرباط وأستاذة فخريّة بجامعة محمد الخامس بالرباط. عملت أستاذة بالمعهد العالي للقضاء ومدرسة الحكامة والاقتصاد والمعهد العالي للإعلام والاتصال. اشتغلت أستاذة زائرة بجامعة السوربون باريس وكلية الآداب « Diderot VII » بباريس بالإضافة إلى معهد « باكر هاوستون » و « هارفرد ليو سكول ». السيدة بنراضي رئيسة سابقة لجمعية النساء الإفريقيات للبحث والتنمية- AFRAD (دكار 2009-2004) ورئيسة لجنّتها العلمية حاليا.

مباركة بوعيدة



كاتبة الدولة لدى وزير الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات، مكلفة بالصيد البحري منذ أبريل 2017. حاصلة على الماستر في إدارة الأعمال من جامعة هول ببريطانيا وماستر في التواصل من جامعة تولوز وشهادة المدرسة العليا للتدبير بالدار البيضاء. انتُخبت السيدة بوعيدة، العضو بالمكتب السياسي للتجمع الوطني للأحرار، سنة 2007 للمرة الأولى نائبة بمجلس النواب.

وعلى الصعيد الدولي، اختيرت السيدة بوعيدة ضمن قائمة « القادة العالميين الشباب » للمنتدى الاقتصادي العالمي سنة 2012. كما تشغل منذ شتبر 2011 منصب نائبة رئيس منتدى البرلمانيين الدوليين من أجل الديمقراطية، وهي عضو بمركز شمال جنوب لمجلس أوروبا وتحالف الحضارات للأمم المتحدة ورابطة ميونيخ للشباب وذلك خلال المؤتمر الدولي لميونخ حول الأمن.

خديجة شريف



درست علم الاجتماع وعملت أستاذة في هذا المجال بجامعة تونس ثم بالمدرسة الوطنية للهندسة المعمارية والتعمير بتونس. التحقت بالرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان منذ بداية الثمانينات، حيث ترأست لجنة حقوق النساء وشغلت منصب نائبة رئيس المكتب الوطني للرابطة ما بين 1985 و1994.

سنة 1998، ساهمت السيدة شريف، العضو المؤسس للجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات حيث تعمل منسقة للجنة المساواة في الإرث والعضو بجمعية النساء للبحث والتنمية، في إحداث المجلس الوطني للحريات بتونس. تم انتخابها سنة 2010 كاتبة عامة للفدرالية الدولية لعصبة حقوق الإنسان ثم كاتبة عامة مساعدة مكلفة بحقوق المرأة (2013-2016). وفي مارس 2011، تم تعيينها بالهيئة العليا لتحقيق أهداف الثورة والإصلاح السياسي والانتقال الديمقراطي.

فتوماتا دياوارا



من بين الأصوات النسائية التي بصمت إسمها في المجال الفني بإفريقيا. مغنية وملحنة وممثلة من أصل مالي، تعيش بين فرنسا وإيطاليا والمغرب. منذ صغر سنّها انخرطت في أنشطة معهد الرقص الإفريقي الذي أسسه والدها. بدأت مسيرتها الفنية كممثلة مسرحية وبعد ذلك اشتغلت في السينما وتعاونت مع فنّانين مشهورين من قبيل أومو سانكاري، دي دي بريدج ووتر، رقية طراوري، دامون ألبارن، إربي هانكوك، بوبي ووماك وروبيرتو فونسيكا. وبعد إصدارها لألبوم « فاتو » الذي لقي نجاحا عالميا، أصدرت ألبومها الثاني « فنفو » والذي سجلته بين مالي، بوركينا فاسو، برشلونة وباريس مع ماتيو شديد.

نبذة عن المشاركين

ربى عرجا



حاصلة على الدكتوراه في الإدارة من جامعة مونبولىيه وعلى الماجستير في الاقتصاد من المدرسة الوطنية العليا للعلوم الزراعية من مونبولىيه (فرنسا). يتركز عمل السيدة عرجا، المسؤولة بمكتب بيروت للشؤون الاجتماعية بمركز المرأة لدى لجنة الأمم المتحدة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الإسكوا)، على قضايا المساواة بين الجنسين والتنمية في المنطقة العربية، بما في ذلك إدماج مفهوم المساواة بين الجنسين في السياسات والمؤسسات العمومية. شغلت سابقاً منصب المسؤولة الأولى للشؤون السكانية بشعبة التنمية الاجتماعية في الإسكوا حيث ساهمت في إعداد عدد من التقارير وأشرفت على تنفيذ مشاريع متعلقة بالسياسات السكانية والاجتماعية. قبل انضمامها إلى الإسكوا، عملت السيدة ربي عرجا مع مفوضية الاتحاد الأوروبي في لبنان، وقد اشتغلت سابقاً مديرة للمشاريع مع برنامج الأمم المتحدة الإنمائي وتعاونت كذلك مع عددٍ من منظمات الأمم المتحدة كخبيرة.

بشرى بلحاج حميدة



السيدة بشرى بلحاج حميدة برلمانية تونسية، محامية ورئيسة سابقة للجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات (2001-1995)، ومؤسسة فرع منظمة العفو الدولية بتونس وعضو مؤسس لجمعية النساء التونسيات للبحث حول التنمية (AFTURD). تترأس السيدة بلحاج، الحاصلة على جائزة مؤسسة أنا ليند سنة 2014، لجنة الحريات الفردية والمساواة التي تم إنشائها بموجب مرسوم رئاسي.

رقية بلوط



اشتغلت السيدة بلوط، الحاصلة على الإجازة في الحقوق، موظفة بوزارة المالية لأكثر من ثلاثين سنة. بعد تقاعدها، كرست نفسها للدفاع عن قضية نساء أراضي الجموع «السلاليات»، في إطار الحركة المطالبة بالحق في استفادة المرأة مثل الرجل من الأراضي. وتعتبر السيدة بلوط، العضو بالجمعية الديمقراطية لنساء المغرب (ADFM)، من بين أولى النساء السلاليات من قبيلة حدادة (القنيطرة) التي ناضلت منذ سنة 1993 لوقف إقصاء النساء من حقن في استغلال الأراضي الجماعية.

محمد علي بن مخلوف



أستاذ الفلسفة بجامعة باريس «Paris-Est- Créteil-Val- de-Marne» وعضو بالمعهد الجامعي الفرنسي. أصدر العديد من المؤلفات حول علماء المنطق من بينهم كوتلوب فريج وبرتاند روسيل والفلاسفة العرب إبان القرون الوسطى، الفرابي وابن رشد. السيد بن مخلوف خبير لدى اليونسكو مكلف بالإشراف عن الحوار الفلسفي بين العالم العربي والعالم الآسيوي (2004 و2011). انخرط مؤخراً في النقاش حول إشكالية أخلاقيات علم الأحياء بعد أن كان عضواً باللجنة الاستشارية الوطنية للأخلاقيات ولجنة الأخلاقيات والسلوك بمعهد البحث من أجل التنمية بفرنسا وهو عضو بالجمعية الفرنسية للفلسفة والمعهد الدولي للفلسفة. أصدر السيد بن مخلوف مؤخراً كتابين بعنوان «Pourquoi lire les philosophes arabes» (دار آلبن ميشيل، 2015) وكتاب «La Conversation comme manière de vivre» (ألبان ميشيل، 2016).

البرنامج

السبت 23 يونيو

9.30 - مائدة مستديرة 3 :

مجتمعات في دينامية : مبادرات من أجل حقوق النساء

تسيير : السيدة سعاد الطيب، مديرة، إذاعة مونتي كارلو الدولية، فرنسا

المتدخلون :

1. السيدة أمينة نياندو، رئيسة قسم جمعية المهنيات الإفريقيات للتواصل (APAC)، النيجر

2. السيدة حياة الهيايلي، مديرة برنامج « MENA Women's Leadership Program »
فرع المغرب، المغرب

3. السيدة رقية بلوط، حركة النساء السلاليات، المغرب

4. السيدة مريم الخمري، وزيرة سابقة، مستشارة-باريس، فرنسا

11.30-11.15 : استراحة شاي

11.30 - مائدة مستديرة 4 :

سبل الإصلاح

تسيير : السيدة سناء العاجي، مخرصة في علم الاجتماع، المغرب

المتدخلون :

1. السيدة غيثة لعلو، مديرة المدرسة المركزية للدار البيضاء، المغرب

2. السيدة ليلى الرحيوي، ممثلة الأمم المتحدة للمرأة في الدول المغاربية، المغرب

3. السيدة مباركة بوعيدة، كاتبة الدولة مكلفة بالصيد البحري، المغرب

12.30 - خلاصات الأشغال :

السيد محمد علي بن مخلوف، فيلسوف، فرنسا

لتابعة أشغال المنتدى مباشرة على صفحة المجلس الوطني لحقوق الإنسان
facebook.com/CNDHMaroc.ar

البرنامج

الجمعة 22 يونيو

9 - الجلسة الافتتاحية

- السيدة نائلة التازي، منتجة مهرجان كناوة وموسيقى العالم للصويرة
- السيد إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان

9.15-9.45 - العرض الافتتاحي

المساواة والمناصفة : ضمان المساواة في الحقوق والمناصفة في الأوضاع

السيدة ربيعة الناصري، عضو المجلس الاستشاري للشبكة الدولية « Women's Learning Partnership-WLP » المغرب

10 - مائدة مستديرة 1 :

المساواة، التمييز، المناصفة : المفاهيم والانعكاسات

تسيير : السيدة فتحية العوني، صحفية، المغرب

المتدخلون :

1. السيدة بشرى بلحاج حميدة، برلمانية، تونس
2. السيدة جينييفيف فريس، فيلسوفة ومؤرخة، مندوبة سابقة لحقوق المرأة، فرنسا
3. السيد محمد الصغير جنجار، عالم الأنثروبولوجيا، المغرب

11.30-11.15 : استراحة شاي

11.30 - مائدة مستديرة 2 :

تقدم لا ينكر، وضروب تمييز مستمرة

تسيير : السيد عبد الله الترابي، صحفي، المغرب

المتدخلون :

1. السيدة خديجة الشريف، مختصة في علم الاجتماع، الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات (ATDF)، تونس
2. السيدة ربي عرجا، مسؤولة عن الشؤون الاجتماعية، مركز المرأة لدى لجنة الأمم المتحدة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الإسكوا)، لبنان
3. السيدة فتوماتا دياورا، فنانة، مالي
4. السيدة مليكة بنراضي، أستاذة جامعية، المغرب

لتابعة أشغال المنتدى مباشرة على صفحة المجلس الوطني لحقوق الإنسان
facebook.com/CNDHMaroc.ar

المتدخلون

ربي عرجا، لبنان

مسؤولة عن الشؤون الاجتماعية، مركز المرأة لدى لجنة الأمم المتحدة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الإسكوا)

بشرى بلحاج حميدة، تونس
برلمانية

رقية بلوط، المغرب
حركة النساء السلاليات

محمد علي بن مخلوف، فرنسا
فيلسوف

مليكة بنراضي، المغرب
أستاذة جامعية

مباركة بوعيدة، المغرب
كاتبة الدولة مكلفة بالصيد البحري

خديجة الشريف، تونس
مختصة في علم الاجتماع، الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات (ATDF)

فتوماتا دياورا، مالي
فنانة

مريم الإخمري، فرنسا
وزيرة سابقة، مستشارة-باريس

جينيفيف فريس، فرنسا
فيلسوفة ومؤرخة، مندوبة سابقة لحقوق النساء

محمد الصغير جنجار، المغرب
عالم أنثروبولوجيا

حياة الهبايلي، المغرب
مديرة برنامج MENA Women's Leadership Program بالمغرب

غيثة لجلو، المغرب
مديرة المدرسة المركزية للدار البيضاء

ربيعة الناصري، المغرب
عضو المجلس الاستشاري للشبكة الدولية Women's Learning Partnership-WLP

أمينة نياندو، النيجر
رئيسة قسم جمعية المهنيات الإفريقيات للتواصل (APAC)

ليلي الرحيوي، المغرب
ممثلة الأمم المتحدة للمرأة في الدول المغاربية

المسيرون

فتحية العوني، صحفية

سناء العاجي، مختصة في علم الاجتماع

سعاد الطيب، مديرة، إذاعة مونتني كارلو الدولية

عبد الله الترابي، صحفي



افتتاحية
السيد ادريس اليزمي
رئيس المجلس الوطني
لحقوق الإنسان

التحالف القادم

ولا ننسى أن انبثاق هذا النقاش أمر صحي في حد ذاته، على الرغم من الجدل الذي قد يثيره في بعض الأحيان. ليس لأن هذا النوع من النقاشات العمومية يعزز مسلسل تكريس الديمقراطية فحسب، وإنما أيضاً لأنه يكشف عن ديناميات اجتماعية عميقة يشهدها المجتمع، على الرغم من المعيقات وبعض مظاهر التراجع.

كما يكشف هذا النقاش، على وجه الخصوص، أن المناادة بالمساواة لم تعد الجمعيات النسائية تحملها لوحدها على عاتقها، وإنما أضحت فئات واسعة من المجتمع تؤمن بمبدأ المساواة وتعمل بطرق مختلفة للتذكير بوجوب إعماله وتسعى لتنزيله على أرض الواقع. إننا نشهد اليوم تبلور تحالف واسع يرمي إلى تحقيق الإصلاح، وهو تحالف وإن كان لا يزال متعثراً ومحتشماً، إن لم نقل غير مدرك لماهيته ومآله في المستقبل، فهو حقيقة ثابتة، حتى وإن لم تبرز سوى معالمها.

إن هذا التحالف من أجل المساواة يعكس التحولات العميقة التي يشهدها المجتمع (التحول الديمغرافي، التقدم المحرز، رغم التمييز، في تدمير الطفلات والفتيات، دخول المرأة سوق الشغل، الخ)، كما تظهر تجلياته داخل المجتمع المدني، وعلى المستوى الأكاديمي، وفي عالم المقالات وعلى مستوى الإبداع الثقالي.

ومن الملفت للنظر، على سبيل المثال، أن نرى أن موضوع العلاقات بين الرجل والمرأة و «الأزمات» الزوجية والعائلية أضحي بطريقة أو بأخرى حاضراً في كل الأعمال السينمائية المغربية تقريباً.

إن مهرجان كناوة، من خلال استضافة موضوع هذا النقاش، يعيد التأكيد مرة أخرى على طابعه المتعدد. فهو فضاء يجمع بين الأجيال والجنسيات والشرائح الاجتماعية المختلفة في لحظة إنسانية ملؤها الشعور بقوة الانتماء للأسرة البشرية الواحدة والإقبال على الآخر في حب وسخاء، حيث يساهم أيضاً الشغف بموسيقى كناوة على الخصوص وحب الإبداع الموسيقي بشكل عام في رسم مستقبل مشترك.

أضحت قضية المساواة في السنوات الأخيرة، رغم ما اعترضها من عقبات وشتى ضروب المقاومة، موضوعاً لا يمكن التغاضي عنه؛ إذ بات يشكل إلى جانب إلغاء عقوبة الإعدام أو حرية الضمير أحد المكونات الرئيسية للنقاش العمومي القائم حالياً بالمغرب.

إن ما شهده الفضاء العمومي من مبادرات متعددة ونقاشات مثيرة للجدل، أضفى زخماً متزايداً على هذا الموضوع. ولعل أبرز معالم هذه الدينامية: المبادرة الملكية القاضية بتكليف المجلس الوطني لحقوق الإنسان ووزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية ووزارة العدل، كل في مجاله، بإبداء رأي حول إنهاء الحمل غير المرغوب فيه؛ وكذا التقرير الذي أصدره المجلس الوطني لحقوق الإنسان سنة 2015 والذي أوصى فيه بالمساواة في مجال الإرث¹؛ العمل في إطار إعمال دستور 2011، على اعتماد العديد من القوانين المشار إليها في الورقة التقديمية الخاصة بهذا المنتدى؛ عريضة إلغاء التعصيب²؛ إطلاق جمعيات حقوق المرأة لعريضة³ من أجل مراجعة شاملة وعميقة لمدونة الأسرة وأخيراً، استقالة السيدة أسماء المرابط والصدى الواسع الذي أثارته هذه القضية.

إن إقدام الرئيس التونسي باجي قائد السبسي، في غشت 2017، على إنشاء «لجنة الحريات الفردية والمساواة» المكلفة بتقديم مقترحات في هذا المجال، يثبت، إن كان الأمر لا زال يحتاج إلى إثبات، أن الأمر يتعلق حقاً بنقاش يخلخل مجتمعات البلدان المغاربية وما عداها، وأنه لا يمكن اختزال هذا المطلب والنظر إليه كمجرد نزوة عابرة لمناضلات ومناضلي «إيديولوجيا حقوق الإنسان» واعتبارهم معزولين عن الواقع³، بل الأمر يتعلق بإصلاح أساسي، وحاجة ملحة بقتضيتها «السياق الاجتماعي والاقتصادي الجديد وضرورات التنمية البشرية وتحديث المجتمعات» (محمد الصغير جنجار، 2018).

¹ تم دعم هذا المطلب كذلك من خلال نشر بعض المؤلفات، نذكر منها الكتاب الجماعي «ميراث النساء» بتسيق سهام بنشقرن (دار النشر: Empreintes، الدار البيضاء، أبريل 2017) وكتاب «الرجال يدافعون عن المساواة في الإرث»، بتسيق حكيمة البار (معرض فان دوك للنشر، الرباط، مارس 2017، دون أن ننسى الملف الجديد الذي تم نشره بمجلة «مقدمات»، عدد شهر أبريل 2018، التي يشرف عليها السيد محمد الصغير جنجار.

² [/https://secure.avaaz.org/fr/petition/Appel_Pour_labrogation_de_lheritage_par_tasib_au_Maroc](https://secure.avaaz.org/fr/petition/Appel_Pour_labrogation_de_lheritage_par_tasib_au_Maroc)

³ يمكن لاطلاع على تقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة، الذي أصدرته في فاتح يونيو 2018، على الرابط التالي www.colibe.org

1. المساواة، التمييز، المناصفة : المفاهيم، الانعكاسات

خلال النقاشات التي سبقت وتلت اعتماد الدستور، تميزت إحالات العديد من الفاعلين العموميين، الحكوميين وغير الحكوميين، وحتى بعض الأكاديميين حول التمييز والمساواة والمناصفة بالغموض المفاهيمي والتناقض. والحال أن المسألة ليست عديمة الأهمية، لأن الأمر لا يتعلق بمجرد معالجة أكاديمية أو نظرية، وإنما برهانات مهمة، لأن كل واحد من هذه المفاهيم لها امتدادات وآثار على المنظومة القانونية الوطنية والسياسات العمومية.

2. تقدم لا ينكر، وضروب تمييز مستمرة

بالرغم من حضور النساء المتزايد في مختلف المجالات، ومن المكاسب التي حققتها على مستوى الحقوق الدستورية، فإنهن لا يزلن بعيدات عن التمتع، على قدم المساواة، بالحقوق التي يتمتع بها الرجال.

3. مجتمعات في دينامية : مبادرات من أجل حقوق النساء

رغم التحولات الجارية، ورغم التغير المستمر لشكل المجتمع، غير أن وضع المرأة يظل جامدًا. أمثلة حول الممارسات الفضلى في المجال...

4. سبل الإصلاح

ستناقش هذه الجلسة الأسس والمقاربات التي ينبغي أن تقود عملية بلورة السياسات العمومية على المستوى المعياري والمؤسسي والإجرائي في مجال مكافحة التمييز وتعزيز المناصفة بين الرجال والنساء.

مع ذلك، فالتقدم الفعلي الذي تم إحرازه على مستوى المنظومة القانونية الوطنية لا ينعكس، للأسف، على الحياة اليومية للمرأة، وخاصة الأكثر عرضة للفقر والإقصاء. في تقرير صدر سنة 2015 تحت عنوان «وضعية المساواة والمناصفة في المغرب»، ثمن المجلس الوطني لحقوق الإنسان التقدم المسجل، ولكنه أشار في الوقت نفسه إلى «التبخر التدريجي للوعود التي جاء بها القانون الأسمى»، واستمرار الكثير من أشكال التمييز على المستوى القانوني وعلى أرض الواقع. كما أبرز المجلس على الخصوص التأخير في إحداث وتشكيل الهيئتين الدستوريتين اللتين تهدفان إلى المساهمة في تفعيل المكتسبات المتعلقة بالمساواة بين الجنسين والمناصفة في جميع المجالات (هيئة المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز والمجلس الاستشاري للأسرة والطفولة).

في ظل التفاوت المسجل بين الرجل والمرأة في الولوج إلى الشغل والأنشطة الاجتماعية والاقتصادية، وتزايد انتشار العنف ضد المرأة في الفضاء الخاص والعام، والإشكاليات المرتبطة بحق المرأة في إنهاء الحمل غير المرغوب فيه، وحريتها في اللباس وقضية زواج القاصرات، ... برز في خضم الأسابيع الأخيرة نقاش مهم حول الموضوع.

والدليل على ذلك هو أن المطالبة بالمساواة في الإرث، في إطار إصلاح شامل وعميق لمدونة الأسرة وفقا للدستور وللالتزامات الدولية للمغرب -الذي يعتبر دولة طرف في اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة²، أضحى الآن جزء من النقاش العمومي، وهو الموضوع الذي كان يعتبر حتى ماض قريب من الطابوهات.

إن بروز هذا النوع من النقاشات غير المسبوقة والمثمرة في ذات الآن يعكس التغيرات العميقة التي يشهدها المجتمع المغربي، ومن أبرزها، انخفاض نسبة الخصوبة وبالتالي انخفاض حجم الأسر وهيمنة الأسرة النووية، والتأخر الكبير في الإقدام على الزواج الأول والولوج المتساوي تقريبا للفتيات إلى التعليم، خاصة في الوسط الحضري.

غير أن الوجه الآخر لهذا النقاش ينم ويعبر عن وجود مظاهر ظلم وتمييز صارخ ومستمر في كل من المنظومة القانونية والخيارات التي اعتمدها السياسات العمومية التي تتجاهل بُعد النوع الاجتماعي ولا تزال مشبعة بقوة بتصور مفاده أن «الرجل خلق لكسب العيش والمرأة لخدمة البيت».

تلّم هي الرهانات والتحديات التي سوف ينكب منتدى حقوق الإنسان، الذي سيعقد على هامش الدورة 21 لمهرجان كناوة وموسيقى العالم للصويرة على مناقشتها من خلال تخصيصها فقرات متنوعة تتمحور حول أربع قضايا رئيسية:

بدعم

منتدى حقوق الإنسان حتمية المساواة

بمناسبة انعقاد دورته **الواحدة والعشرين**، ينظم مهرجان كناوة وموسيقى العالم للصويرة والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، للسنة السابعة على التوالي، منتدى حقوق الإنسان خلال صبيحتي يومي **22 و23 يونيو 2018**.

لقد شكل هذا المنتدى منذ سنة 2012 فضاء للنقاش وتبادل الأفكار، بين متدخلين مغاربة وأجانب، حول الإشكاليات الراهنة التي تعيشها مجتمعاتنا.

بعد تخصيص دورته الأولى والثانية على التوالي لموضوع الثقافة والشباب، شكلت إفريقيا طيلة ثلاث سنوات الموضوع الرئيسي لهذا المنتدى (التاريخ والمرأة ثم الدياسبورا الإفريقية). أما دورة سنة 2017 فتم تكريسها لفهم الروابط بين المجال الرقمي والثقافة ليتم تخصيص الدورة السابعة من المنتدى لهذه السنة لموضوع المساواة والمناصفة.

لقد أوضحت قضايا المساواة وعدم التمييز والمناصفة، باعتبارها قضايا شاملة، موضوع نقاش وجدل خلال السنوات الأخيرة. وفي هذا الإطار، عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان على تخصيص العديد من الآراء والتقارير والأنشطة من أجل مواكبة مسار أعمال المقتضيات الدستورية المتعلقة بحقوق المرأة.

ذلك أنه منذ اعتماد دستور 2011 الذي كرس المساواة ومكافحة التمييز ضد المرأة، تم اعتماد العديد من القوانين في المغرب بما في ذلك القانون رقم 79.14 المتعلق بإحداث هيئة المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز، القانون رقم 103.13 المتعلق بمحاربة العنف ضد المرأة، القانون رقم 78.14 المتعلق بالمجلس الاستشاري للأسرة والطفولة، القانون رقم 66.16 المغير والمتمم بموجبه القانون رقم 77.03 المتعلق بالاتصال السمعي البصري، الذي ينص على النهوض بثقافة المساواة بين الجنسين ومكافحة التمييز على أساس الجنس.

علاوة على ذلك، واستجابة لترافع وتعبئة الحركات النسائية، ساهمت القوانين التنظيمية المتعلقة بالبرلمان والجماعات الترابية بزيادة تمثيلية المرأة داخل الهيئات المنتخبة على المستوى الوطني والترابي¹.

¹ من ناحية أخرى، مكن القانون التنظيمي المتعلق بمجلس النواب من تعزيز تمثيلية المرأة (بلغت 81 مقعداً أي 21% من إجمالي عدد أعضاء المجلس الحالي)، والقانون التنظيمي المتعلق بمجلس المستشارين الذي ينص على أنه «يجب ألا تتضمن كل لائحة من لوائح الترشيح اسمين متتابعين لمرشحين اثنين من نفس الجنس». بالإضافة إلى ذلك، مكنت القوانين المتعلقة بالجماعات الترابية، خلال انتخابات 2015، من تعزيز حضور النساء في المجالس الجماعية (حالياً 21.6%) والجهوية (37%).

مهرجان الصويرة
Gnaoua
وموسيقى العالم

تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس

الدورة 21
مهرجان الصويرة
Gnaoua
وموسيقى العالم



مفتدي
حتمية
المساواة
FESTIVAL-GNAOUA.NET

المجلس الوطني لحقوق الإنسان
الجمعية المغربية لحقوق الإنسان
Conseil national des droits de l'Homme
بشراكة مع
المجلس الوطني لحقوق الإنسان